

N° 5297<sup>4</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

transposant en droit luxembourgeois la directive  
2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union  
européenne en matière de fiscalité des revenus de  
l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE**

(14.4.2004)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en séance plénière.

Selon la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne qui est transposée en droit national par le présent projet de loi, les Etats membres doivent informer les autres des intérêts versés à des particuliers résidant dans d'autres Etats membres. Au cours d'une période transitoire, le Luxembourg, comme d'ailleurs la Belgique et l'Autriche ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du chapitre II de la directive dont question, ce qui permet à ces pays de sauvegarder l'anonymat des clients des banques vis-à-vis de l'administration fiscale.

La retenue à la source qui est donc prévue au Luxembourg à partir de l'année 2005 s'élève à 15% sur les paiements d'intérêts, à 20% à partir de l'année 2008 et à 35% à partir de 2011. La somme prélevée sera transmise à raison de 75% à l'Etat membre de l'Union européenne où réside l'investisseur alors que le montant restant sera prélevé par l'Etat luxembourgeois.

Reste à préciser que les dispositions de la directive 2003/48/CE seront applicables uniquement si la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco, Saint-Marin et les territoires dépendants d'Etats membres les appliquent également.

Sous le respect de ces conditions, les auteurs du projet estiment que la compétitivité du marché luxembourgeois pourra être maintenue.

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

*Le Secrétaire général,*  
Robert LEY

*Le Président,*  
Marco GAASCH

